

CONTROVERSE(S)

La lettre nîmoise du débat citoyen

N° 56

MARS 2026

L'EDITO

Dans ce numéro, nous nous intéressons aux interrogations de nos concitoyens face aux programmes des candidats aux municipales, aujourd'hui connus.

Bonne lecture.

Ont contribué à ce numéro :

Catherine BERNIE-BOISSARD, Véronique PINGUET-MICHEL
et Claude ALLET

Savez-vous pour qui voter le 15 mars ?

À moins de quinze jours du premier tour des élections municipales, fixé au dimanche 15 mars, Controverse(s) a été sollicitée par deux de nos concitoyens, M. Jésite et Mme G. Dédoute pour faire le point sur les programmes des listes se présentant à Nîmes. Nous répondons à cette demande par une compilation (incomplète) des propositions, engagements et déclarations des cinq listes en présence.

Mme G. Dédoute :

Merci, tout d'abord, de nous énumérer les listes figurant au 1er tour de cette élection qui va être décisive pour la vie quotidienne des nîmois et l'avenir de leur ville.

Controverse(s) :

Les listes en compétition sont actuellement les suivantes : Nîmes en commun, conduite par Vincent Bouget, Tout Nîmes, conduite par Franck Proust, L'avenir nîmois, conduite par Julien Plantier, Fiers d'être nîmois, conduite par Julien Sanchez, Nîmes écologique et solidaire, conduite par Pascal Dupretz. La liste citoyenne Vivons Nîmes conduite par Jean-Marc Philibert s'est retirée, un certain nombre de candidats ayant, selon la tête de liste, subi des pressions ...

M. Jésite :

En vous écoutant, j'observe que toutes les listes se réclament de Nîmes et des nîmois. C'est bien naturel pour une élection municipale. Mais derrière l'intitulé, il y a des forces politiques, car l'élection n'est pas seulement une élection gestionnaire. Elle reflète des choix politiques. La droite, l'extrême-droite ou les gauches, ce n'est pas la même chose.

Controverse(s) :

La liste "**Nîmes en commun**", conduite par **Vincent Bouget**, PCF, est soutenue par le Parti communiste, le Parti



socialiste, Les Écologistes, Place publique, la Parti radical de gauche, Génération.s, l'Après, des membres (suspendus) de LFI ...

La liste "**Nîmes écologique et solidaire**", conduite par **Pascal Dupretz**, LFI, est soutenue par La France insoumise.

La liste "**Tout Nîmes**", conduite par **Franck Proust**, LR, est soutenue par Les Républicains, l'Union des démocrates et indépendants (UDI), Horizons, le Parti radical, Nouvelle énergie.

La liste "**L'Avenir nîmois**", conduite par **Julien Plantier**, Nîmes Avenir, est soutenue par Renaissance, le MODEM, Nouveau Centre.

La liste "**Fiers d'être Nîmois !**", conduite par **Julien Sanchez**, RN, est soutenue par le Rassemblement national, l'Union des droites pour la République (UDR), le Rassemblement pour la République, l'Avenir français et des LR dissidents (ex élus de la majorité de droite actuelle à Nîmes et à l'agglo).

Mme G. Dédoute :

Rentrons dans le vif du sujet : quelles sont les priorités de chacune des listes ?

Controverse(s) :

Pour Franck Proust (LR), la priorité c'est la sécurité, la tranquillité publique, avec notamment un Office de la tranquillité, un poste de police mobile, un poste en centre-ville, le

renforcement de la vidéo-protection, des bornes d'alerte vidéo, des drones ...etc. Le "binôme préfet-maire" sera réactivé.

Pour la santé, un Contrat local de santé sera repensé, trois maisons de santé, une mutuelle communale seront créées. Il annonce la gratuité des cantines scolaires.

Pour le cadre de vie, la transition : 30 places, 300 rues, 3000 arbres, désimperméabilisation des cours d'école, 100% énergie verte des bâtiments communaux.

Pour l'économie, il met en avant son expérience de chef d'entreprise et la nécessité de créer un environnement favorable pour poursuivre une dynamique déjà engagée : une Maison de l'attractivité, moratoire pour les grandes enseignes en périphérie, data center à Manduel ...

Démocratie locale : budget participatif biennal de 2 M€, référendums locaux, dotations accrues aux conseils de quartiers. Référendum sur le devenir du Stade des Costières.

M. Jésite :

Je constate que les propositions de M. Proust s'inscrivent dans la filiation de la municipalité sortante ! Qu'en est-il de M. Plantier, qui fut 1er adjoint de J.P. Fournier ?

Controverse(s) :

Julien Plantier (NA) insiste sur la démocratie et la gouvernance : un budget de 300 000 € serait dédié à la participation citoyenne ; la concertation renforcée, par exemple pour la rénovation des Halles.

En ce qui concerne la sécurité, le candidat annonce le recrutement de 60 policiers et se prononce pour l'encadrement strict des épiceries de nuit (horaires contraignants), la prise d'arrêtés municipaux sur certains produits (protoxyde d'azote).

S'agissant de l'intercommunalité, il avance l'idée de faire évoluer l'agglo de Nîmes métropole en communauté urbaine pour plus d'efficacité. Sa colistière, Valérie Rouverand aura vocation à en prendre la présidence de la communauté d'agglomération, puis de cette communauté urbaine.

Il insiste sur son rôle de facilitateur, capable de relier et accompagner les initiatives privées, propose un label nîmois pour valoriser l'artisanat local et défend un « plan Marshall de la voirie », chiffré à plus de 70 M€ sur un mandat.

Il propose une "cité de l'eau" (pôle start-ups/entreprises autour de l'eau).

Mme G. Dédoute :

Et à gauche, quelles sont les priorités ?

Controverse(s) :

Vincent Bouget (PCF, union de gauche hors LFI) a construit son programme à partir d'une mobilisation citoyenne et associative.

Ses priorités sont d'en finir avec une ville à deux vitesses : des quartiers favorisés et des quartiers exclus. Unir Nîmes, pour en faire une ville où chacun compte. Créer des places communes, des tiers-lieux dans chaque quartier.

Rendre le pouvoir aux nîmoises et aux nîmois pour relever le défi des prochaines années, par exemple sur le climat, avec un projet de végétalisation partagé. Adaptation climatique des écoles.

Assurer la réussite de la jeunesse : aucun jeune ne doit rester sans accompagnement. Création d'un Réseau Nîmois de réussite, renforcement du projet éducatif, attention à la santé mentale, instauration de la gratuité des transports pour les moins de 25 ans, en commençant par les scolaires.

Pour le logement, la santé, la solidarité : création d'un guichet unique du logement, d'un Campus des solidarités, d'un centre de santé municipal.

Choix d'un développement économique "endogène et partenarial" : épauler les entrepreneurs avec une agence de développement rassemblant les acteurs du territoire. Impulser l'économie sociale et solidaire dans la ville de Charles Gide (L'École de Nîmes). Création d'un office du commerce en centre-ville et d'un schéma directeur d'urbanisme commercial.

M. Jésite :

Mais à gauche, il y a une autre liste ?

Controverse(s) :

Oui, c'est la liste de Pascal Dupretz, (LFI, Nîmes écologique et solidaire).

Le programme de LFI se présente comme un programme de rupture. Il met en avant la démocratie participative et la justice sociale : référendum d'initiative citoyenne (RIC) et référendum révocatoire des élus en cas de manquement à leurs engagements.

Nîmes écologique et solidaire veut alléger les charges pour les citoyens, là où la mairie est responsable, comme les écoles, les cantines, les transports : gratuité des cantines scolaires, généralisation des produits issus de l'agriculture biologique et mise en place de repas sans viande.

Encadrer les loyers et créer une brigade du logement pour défendre les droits des locataires face à l'inaction des bailleurs sociaux. Aller vers un foot populaire et tourné vers la jeunesse et les quartiers. Sur les transports, la liste propose d'instaurer la gratuité, pas uniquement pour les seniors, mais aussi pour les jeunes. Elle promeut le retour à une régie publique de l'eau (mettre fin au contrat avec Veolia). L'objectif de désarmement de la police municipale est affiché, mais présenté comme progressif via une redéfinition de ses missions.

Mme G. Dédoute :

Et le Rassemblement national, où en est-il ?

Controverse(s) :

Son projet est toujours celui de l'union des droites. À Nîmes il a obtenu le ralliement de plusieurs élus LR de la majorité municipale et de l'agglo : l'ancien maire de Saint-Geniès-de-Malgoirès, M. Durand-Coutelle ; deux adjointes au maire de Nîmes : Mme Boissière déléguée aux armées et Mme Tournier-Barnier, déléguée à l'administration générale.

Julien Sanchez (RN) n'a pas présenté de programme complet. Il fait état de son expérience de maire de Beaucaire pendant 10 ans. La sécurité est l'axe prioritaire de ses propositions : renforcer la police municipale avec un objectif de 300 policiers municipaux, en comparaison des 160 actuels.

Il insiste sur une gestion de proximité : volonté affichée d'aller au contact et d'écouter les comités de quartier, les acteurs économiques par exemple pour les Halles. Il veut préempter des locaux commerciaux vides et sous-louer à prix attractifs.

Mme G. Dédoute :

Tout cela est bien beau, mais comment les candidats prévoient de financer ces mesures ? **La plupart proposent des actions qui ont pour effet d'accroître les frais de fonctionnement** : création de postes de policiers, gratuité totale ou partielle pour les transports publics, les cantines, l'accès aux musées ou aux équipements sportifs, augmentation des budgets affectés aux conseils de quartier, charges induites de la construction de nouveaux équipements (piscines, crèches, complexes sportifs...), etc.

C'est d'autant plus étonnant dans un contexte où la population nîmoise diminue depuis plusieurs années.

Controverse(s) :

Franck Proust : pas d'augmentation des impôts. Programme chiffré sur dix ans, avec des investissements constants de 110 M€ par an (50 M€ pour la Ville et 60 M€ pour l'Agglomération), mais son programme ne dit rien sur les économies envisagées pour financer les nouvelles charges de fonctionnement

Julien Plantier dit vouloir un programme "crédible et chiffré" ; il annonce une baisse de taxe foncière de 6% compensée par une réduction des effectifs municipaux grâce au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, ainsi que la réduction de 15% des indemnités versées aux élus. Rien n'est démontré sur le fait que cela suffira à équilibrer le budget.

Vincent Bouget : pas d'augmentation des impôts. Stabiliser la dette en maintenant un niveau d'investissement de 160 M € par an (60 M € pour la Ville et 100 M€ pour l'Agglomération). Mais son programme ne dit rien sur les économies envisagées pour financer les nouvelles charges de fonctionnement.

Pascal Dupretz : Le programme est surtout rédigé comme un changement de méthode. Il ne détaille que très peu de mesures. Les coûts et les financements ne sont pas encore connus hormis l'abrogation du rachat du stade des Antonins et de la Bastide (9,53 M€).

Julien Sanchez : les mesures phares pour la sécurité, comme l'objectif de 300 policiers municipaux ne sont pas budgétées. Rien n'est dit sur la manière dont il sera financé.

M. Jésite :

À vous entendre, j'observe que **le financement des programmes est un peu l'angle mort de cette campagne municipale**. Cela m'inquiète d'autant plus que nous sommes toujours une ville où la fiscalité est des plus élevées, assumée par moins de la moitié des contribuables.

Quels sont les arbitrages budgétaires envisagés, sachant que ce que les coûts prévus en plus se traduisent par des économies ailleurs, sauf à augmenter une dette déjà volumineuse ?

Et vous, que pensez-vous de ce balayage des programmes municipaux pour Nîmes 2026-2032 ?

Pour en savoir plus, vous pouvez vous adresser aux permanences des différentes listes ou/et consulter le matériel électoral que vous recevrez à domicile ...



Vous souhaitez réagir ou partager une réflexion ? Nous avons besoin de vos idées pour faire vivre cette lettre.

Ecrivez-nous à : contact@controverses30.fr

Retrouvez-nous sur notre site : <http://www.controverses30.fr/>

Et sur notre page <https://www.facebook.com/controverses30>